

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

ANNÉE 2024

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ *parus en* **2024**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

DÉCRET

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 autorisant au titre de l'année 2010 l'ouverture et fixant le nombre des postes offerts pour le concours par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics de l'Etat

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, effluents, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Décret n° 2010-1111 du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

CIRCULAIRE

Jurisprudence

Journal officiel
de l'Union européenne

Législation

Actes législatifs

RÈGLEMENTS

* Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la tarification douanière commune

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail.....	3
Prévention - Généralités.....	3
Organisation – santé au travail.....	8
Risques biologiques et chimiques	9
Risques mécaniques et physiques	13
Textes officiels relatifs à l’environnement, la santé publique et la sécurité civile ..	18
Environnement.....	18
Santé publique	19
Sécurité civile	19
Index.....	22

Textes officiels

Santé et sécurité au travail

Prévention - Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL / MALADIES PROFESSIONNELLES

Tarifification

Circulaire CNAM/DRP CIR-6/2024 du 2 février 2024 concernant la Convention Nationale d'Objectifs (CNO) Transversale aux activités du bois, de l'ameublement, du papier carton, du textile, du vêtement, des cuirs et peaux et des pierres et terres à feu.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 44 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-8/2024 concernant l'avenant n°1 à la CNO spécifique aux commerces de détail de viandes, poissons, charcuterie artisanale et traiteurs, organisateurs de réception.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-10/2024 concernant l'avenant n°1 à la CNO spécifique aux activités d'import-export de matériels mécaniques et électroniques.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 3 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-11/2024 concernant la revalorisation des rentes d'accidents du travail et maladies professionnelles et des indemnités en capital.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-18/2024 du 4 juillet 2024 concernant la Convention Nationale d'Objectifs (CNO) spécifique aux activités de boulangerie, pâtisserie, confiserie, chocolaterie et glaces artisanales.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 21 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-21/2024 du 15 juillet 2024 concernant la Convention Nationale d'Objectifs (CNO) spécifique aux activités du négoce de matériaux de construction.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 13 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-31/2024 du 06 décembre 2024 concernant la Convention Nationale d'Objectifs (CNO) spécifique aux activités de fabrication industrielle de boulangerie, pâtisserie, pizza, conservation/transformation de fruits et légumes.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 20 p.).

Arrêté du 12 décembre 2024 portant modification de l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 décembre 2024, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 19 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2025 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 décembre 2024, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 27 décembre 2024 portant fixation au titre de l'année 2025 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture, Journal officiel du 31 décembre 2024, texte n°155 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Arrêté du 23 décembre 2024 fixant les soldes pour l'exercice 2023, les acomptes pour l'exercice 2024 et procédant à des régularisations pour les exercices 2021 et 2022 de la compensation en matière d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles entre le régime général et le régime des salariés agricoles.

Ministère chargé de l'Economie. Journal officiel du 27 décembre 2024, texte n°16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

DROIT DU TRAVAIL

Décret n° 2024-692 du 5 juillet 2024 relatif à la contre-visite mentionnée à l'article L. 1226-1 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 juillet 2024, texte n°27 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Compte personnel de formation

Décret n°2024-394 du 29 avril 2024 relatif à la participation obligatoire au financement des formations éligibles au compte personnel de formation.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 avril 2024, texte n°6 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Intelligence artificielle

Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées relatives à l'intelligence artificielle.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 12 juillet 2024 (www.eur-lex.europa.eu - 144 p.).

ÉVALUATION DES RISQUES

Directive (UE) 2024/1760 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2019/1937 et le règlement (UE) 2023/2859.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 5 juillet 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 58 p.).

Rectificatif à la directive (UE) 2024/1760 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2019/1937 et le règlement (UE) 2023/2859.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne du 13 septembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 1 p.).

Circulaire du 11 juin 2024 relative à l'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels et du programme annuel de prévention et d'amélioration des conditions de travail dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique. www.fonction-publique.gouv.fr - 22 p.

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n° 2024-780 du 9 juillet 2024 relatif aux procédures de suspension du repos hebdomadaire en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 10 juillet 2024, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Note de service DGER/SDPFE/2024-502 du 06/09/2024 relative aux modalités de délivrance de l'attestation d'aptitude à la conduite en sécurité valant le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) aux apprenants de certains diplômes de l'enseignement agricole.

Ministère chargé de l'Agriculture, Bulletin officiel de l'Agriculture n°37 - 13 p.

BTP

Décret n° 2024-112 du 15 février 2024 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 16 février 2024, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Décret n° 2024-630 du 28 juin 2024 relatif au régime particulier d'indemnisation des salariés par les entreprises du bâtiment et des travaux publics en cas d'arrêt de travail occasionné par les intempéries.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juin 2024, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Détachement

Arrêté du 21 février 2024 relatif au document d'information remis au salarié détaché pour réaliser des travaux de bâtiment ou des travaux publics.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 février 2024, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 15 mars 2024 relatif au document d'information remis au salarié détaché pour réaliser des travaux de bâtiment ou des travaux publics.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 mars 2024, texte n°20 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Instruction n° DGT/RT1/2024/46 du 27 mars 2024 relative au détachement international des salariés en France.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel du 30 avril 2024, texte n°2024/4 (<https://travail-emploi.gouv.fr/publications/picts/bo/2024/2024.4.travail.pdf> - 65p.).

Etablissements pénitentiaires

Décret n° 2024-773 du 8 juillet 2024 relatif à la médecine du travail en détention.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 9 juillet 2024, texte n° 83 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décret n° 2024-1079 du 29 novembre 2024 relatif à l'accès aux établissements pénitentiaires des services de prévention et de santé au travail.

Ministère de la Justice. Journal officiel du 30 novembre 2024, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Fonction publique

Note de service SG/SRH/SDCAR/2024-58 du 30 janvier 2024 relative à la prise en charge du forfait mobilités durables FMD-2023.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du ministère de l'Agriculture du 25 janvier 2024, 12 p.

Gens de mer

Décret n° 2024-298 du 29 mars 2024 relatif aux documents obligatoires mentionnés aux articles L. 5593-1 et L. 5593-2 du Code des transports.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 31 mars 2024, texte n°40 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n°2024-1165 du 5 décembre 2024 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 6 décembre 2024, texte n°3 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Intérim

Arrêté du 21 mars 2024 fixant le cahier des charges de l'expérimentation d'actions de prévention collective à destination des salariés d'entreprises de travail temporaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 mars 2024, texte n°10 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décret n° 2024-723 du 5 juillet 2024 relatif à l'imputation du coût des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés des entreprises de travail temporaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 juillet 2024, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Mines et carrières

Arrêté du 21 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 23 juillet 1947 fixant les conditions dans lesquelles les douches doivent être mises à la disposition du personnel effectuant des travaux insalubres ou salissants.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 26 décembre 2024, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr) - 1 p.).

Pénibilité / Usure professionnelle

Arrêté du 2 février 2024 fixant les modalités de transmission des données de prise en charge des frais afférents aux projets de reconversion professionnelle mentionnés au 4° du I de l'article L. 4163-7 du code du travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 2 mars 2024, texte n°6 (www.legifrance.gouv.fr) - 1 p.).

Arrêté du 2 février 2024 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2015 relatif à la demande d'utilisation des points inscrits sur le compte professionnel de prévention au titre du 1°, du 2° ou du 3° du I de l'article L. 4163-7 du code du travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 2 mars 2024, texte n°7 (www.legifrance.gouv.fr) - 2 p.).

Arrêté du 28 juin 2024 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des personnels des sociétés anonymes et fondations d'HLM (n° 2150).

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 4 juillet 2024, texte n° 154 (www.legifrance.gouv.fr) - 1 p.).

Arrêté du 1^{er} juillet 2024 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiaux (n°1978).

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 4 juillet 2024, texte n° 155 (www.legifrance.gouv.fr) - 1 p.).

Arrêté du 29 novembre 2024 fixant, pour l'année 2025, la dotation de la branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime général au fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle prévu à l'article L. 221-1-5 du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 5 décembre 2024, texte n° 102 (www.legifrance.gouv.fr) - 1 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-9/2024 présentant le Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr) - 10 p.).

Plateformes numériques

Directive (UE) 2024/2831 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne du 11 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu) - 26 p.).

Décret n°2024-388 du 25 avril 2024 portant création d'un système de collecte et de transmission de données relatives à l'activité des plateformes et à l'activité professionnelle des travailleurs indépendants qui y ont recours.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 27 avril 2024, texte n°12 (www.legifrance.gouv.fr) - 3 p.).

Arrêté du 8 janvier 2024 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel prévu à l'article R. 7343-3 du Code du travail aux fins de préparer et de permettre le scrutin destiné à mesurer l'audience des organisations de travailleurs recourant pour leur activité aux plateformes et au délai de transmission, par ces plateformes à l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi, des données nécessaires à ces fins.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 janvier 2024, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 25 avril 2024 fixant les données statistiques relatives à l'activité des plateformes et à l'activité professionnelle des travailleurs indépendants qui y ont recours, communiquées à l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 avril 2024, texte n°13 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Travaux en hauteur

Arrêté du 15 mars 2024 relatif aux diplômes professionnels relevant des dispositions du Code du travail relatives à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

Ministère chargé de l'Education. Journal officiel du 12 avril 2024, texte n°17 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Organisation - Santé au travail

ORGANISMES AGRÉÉS / ACCRÉDITÉ

Arrêté du 23 décembre 2024 portant agrément d'organismes compétents pour la formation aux travaux sous tension sur les installations électriques visés à l'article R. 4544-11 du Code du travail.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 26 décembre 2024, texte n°20 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Arrêté du 26 septembre 2024 modifiant l'arrêté du 16 octobre 2017 fixant le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 octobre 2024, texte n°21 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Arrêté du 5 novembre 2024 abrogeant l'arrêté du 26 septembre 2024 modifiant l'arrêté du 16 octobre 2017 fixant le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 novembre 2024, texte n° 36 (legifrance.gouv.fr -1 p.).

Arrêté du 6 août 2024 relatif à la formation des médecins du travail et des autres professionnels de santé au travail assurant le suivi individuel renforcé d'un travailleur exposé aux rayonnements ionisants et aux conditions de délivrance de l'agrément complémentaire des services de santé au travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 août 2024, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 15 p.).

Arrêté du 26 septembre 2024 relatif au coût moyen national de l'ensemble socle de services des services de prévention et de santé au travail interentreprises.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 octobre 2024, texte n°16 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Instruction n° DGT/CT1/CNAM/DRP/2024/132 du 12 juillet 2024 relative aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) conclus avec les services de prévention et de santé au travail interentreprises (SPSTI).

Ministère chargé du Travail, Bulletin officiel Travail n°2024/8 du 30 août 2024, pp. 49-84.

Décret n° 2024-468 du 24 mai 2024 relatif à la mise en œuvre de l'espace numérique de santé.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 mai 2024, texte n°9 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 6 mai 2024 relatif au référentiel de sécurité applicable au Système national des données de santé.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 8 mai 2024, texte n°12 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Harcèlement

Arrêté du 24 septembre 2024 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de la production cinématographique (n° 3097).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 octobre 2024, texte n° 70 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Directive (UE) 2024/1385 du Parlement Européen et du Conseil du 14 mai 2024 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 24 mai 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 36 p.).

Risques biologiques et chimiques

RISQUE BIOLOGIQUE

Vaccination

Arrêté du 23 octobre 2024 relatif à la vaccination contre le virus du monkeypox.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 octobre 2024, texte n°20 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

RISQUES CHIMIQUES

Amiante

Arrêté du 4 juin 2024 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièremment, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 juin 2024, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 juin 2024, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 13 p.).

Arrêté du 1^{er} juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 juillet 2024, texte n° 86 (www.legifrance.gouv.fr – 17 p.).

Circulaire CNAM/DRP n° CIR-33/2024 du 24 décembre 2024 concernant la revalorisation au 1^{er} janvier 2025 des allocations de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Caisse Nationale d'Assurance Maladie (www.circulaires.ameli.fr - 2 p.).

Arrêté du 26 juin 2024 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juin 2024, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 12 novembre 2024 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 16 novembre 2024, texte n° 38 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 26 juin 2024 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juin 2024, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 26 juin 2024 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juin 2024, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 12 novembre 2024 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 16 novembre 2024, texte n° 37 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Déclaration

Arrêté du 7 février 2024 relatif aux déclarations des produits chimiques visés par la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

Ministère chargé de l'Economie. Journal officiel du 15 février 2024, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2024-1131 du 4 décembre 2024 relatif aux informations nécessaires à la prévention des risques chimiques et au système national de toxicovigilance.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 5 décembre 2024, texte n° 93 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Étiquetage

Rectificatif au règlement délégué (UE) 2024/197 de la Commission du 19 octobre 2023 modifiant le règlement (CE) n° 1272/2008 en ce qui concerne la classification et l'étiquetage harmonisés de certaines substances.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 5 février 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 3 p.).

Règlement délégué (UE) 2024/2564 de la Commission du 19 juin 2024 modifiant le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la classification et l'étiquetage harmonisés de certaines substances.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne du 30 septembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 20 p.).

Règlement (UE) 2024/2865 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 modifiant le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 20 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 34 p.).

Rectificatif au règlement délégué (UE) 2023/707 de la Commission du 19 décembre 2022 modifiant le règlement (CE) n° 1272/2008 en ce qui concerne les classes de danger et les critères de classification, d'étiquetage et d'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 18 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 12 p.).

Décision d'exécution (UE) 2024/2797 de la Commission du 31 octobre 2024 relative à l'autorisation provisoire de la mesure prise par la République française en ce qui concerne l'étiquetage des produits contenant uniquement du protoxyde d'azote.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 4 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 3 p.).

Limitation d'emploi

Règlement (UE) 2024/1328 de la Commission du 16 mai 2024 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'octaméthylcyclotétrasiloxane («D4»), le décaméthylcyclopentasiloxane («D5») et le dodécaméthylcyclohexasiloxane («D6»).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 17 mai 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 6 p.).

Règlement (UE) 2024/2462 de la Commission du 19 septembre 2024 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'acide undécafluorohexanoïque (PFHxA), ses sels et les substances apparentées au PFHxA.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne du 20 septembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 7 p.).

Règlement (UE) 2024/2929 de la Commission du 27 novembre 2024 rectifiant la version en langue française de l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les niveaux de concentration de certaines substances.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 28 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 2 p.).

Directive déléguée (UE) 2024/232 de la Commission du 25 octobre 2023 modifiant la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au cadmium et au plomb dans les profilés en matière plastique contenant du polychlorure de vinyle rigide valorisé destinés à la fabrication de portes et fenêtres électriques et électroniques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 10 janvier 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 4 p.).

Directive déléguée (UE) 2024/1416 de la Commission du 13 mars 2024 modifiant la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au cadmium dans les boîtes quantiques pour conversion de longueur d'onde (downshifting) déposées directement sur les puces semi-conductrices de DEL.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 21 mai 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 4 p.).

Arrêté du 16 février 2024 modifiant l'arrêté du 5 mars 2020 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 février 2024, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 19 août 2024 modifiant l'arrêté du 5 mars 2020 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'environnement. Journal officiel du 23 août 2024, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Valeurs limites

Directive (UE) 2024/869 du Parlement Européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 98/24/CE du Conseil

en ce qui concerne les valeurs limites pour le plomb et ses composés inorganiques et pour les diisocyanates.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 19 mars 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 10 p.).

Décret n°2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 avril 2024, texte n°4 (www.legifrance.gouv.fr – 11 p.).

Décret n° 2024-307 du 4 avril 2024 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques et complétant la traçabilité de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (rectificatif).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 mai 2024, texte n°14 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Risques mécaniques et physiques

PROTECTION INDIVIDUELLE

Décision d'exécution (UE) 2024/2599 de la Commission du 4 octobre 2024 modifiant la décision d'exécution (UE) 2023/941 de la Commission en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur, aux appareils filtrants à ventilation assistée de protection respiratoire, aux chaussures, aux casques électriquement isolants et aux protections de l'œil et du visage à usage professionnel, élaborées à l'appui du règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne du 8 octobre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 6 p.).

Rectificatif à la décision d'exécution (UE) 2024/2599 de la Commission du 4 octobre 2024 modifiant la décision d'exécution (UE) 2023/941 de la Commission en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur, aux appareils filtrants à ventilation assistée de protection respiratoire, aux chaussures, aux casques électriquement isolants et aux protections de l'œil et du visage à usage professionnel, élaborées à l'appui du règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 8 novembre 2024, (www.eur-lex.europa.eu – 1 p.).

RISQUES MÉCANIQUES

Machines / Equipements de travail

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux vérifications des machines utilisées pour la réalisation des travaux d'égagement dans l'environnement de lignes électriques aériennes

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 16 juillet 2024, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Règlement (UE) 2024/2747 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2024 établissant un cadre de mesures relatives à une situation d'urgence dans le marché intérieur et à la résilience du marché intérieur et modifiant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil (règlement sur les situations d'urgence dans le marché intérieur et la résilience du marché intérieur).

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 8 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 43 p.).

Règlement (UE) 2024/2748 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2024 modifiant les règlements (UE) n° 305/2011, (UE) 2016/424, (UE) 2016/425, (UE) 2016/426, (UE) 2023/988 et (UE) 2023/1230 en ce qui concerne des procédures d'urgence pour l'évaluation de la conformité, une présomption de conformité, l'adoption de spécifications communes et la surveillance du marché en raison d'une situation d'urgence dans le marché intérieur.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 8 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 25 p.).

Directive (UE) 2024/2749 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2024 modifiant les directives 2000/14/CE, 2006/42/CE, 2010/35/UE, 2014/29/UE, 2014/30/UE, 2014/33/UE, 2014/34/UE, 2014/35/UE, 2014/53/UE et 2014/68/UE en ce qui concerne des procédures d'urgence pour l'évaluation de la conformité, une présomption de conformité, l'adoption de spécifications communes et la surveillance du marché en raison d'une situation d'urgence dans le marché intérieur.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 8 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 38 p.).

Directive (UE) 2024/2853 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux et abrogeant la directive 85/374/CEE du Conseil.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 18 novembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 22 p.).

Décret n°2024-1171 du 6 décembre 2024 portant mesures d'adaptation du code de la consommation à l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité des produits.

Ministère chargé de l'économie. Journal officiel du 7 décembre 2024, texte n°18 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Normes harmonisées

Décision d'exécution (UE) 2024/1256 de la Commission du 26 avril 2024 modifiant et corrigeant la décision d'exécution (UE) 2023/1586 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux engins agricoles à chargeur frontal, aux quads tout-terrain et aux outils portatifs à moteur électrique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 30 avril 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 6 p.).

Décision d'exécution (UE) 2024/2408 de la Commission du 13 septembre 2024 modifiant la décision d'exécution (UE) 2023/1586 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux tables élévatrices, aux engins de terrassement, aux grues et aux blocs-portes motorisés pour piétons.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 16 septembre 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 3 p.).

RISQUES PHYSIQUES

Appareil à gaz

Décision d'exécution (UE) 2024/224 de la Commission du 10 janvier 2024 concernant les normes harmonisées relatives aux appareils brûlant des combustibles gazeux élaborées à l'appui du règlement (UE) 2016/426 du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 12 janvier 2024 (www.eur-lex.europa.eu - 5 p.).

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 22 avril 2024 relatif aux travaux hyperbares effectués sans immersion (mention D).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 avril 2024, texte n°15 (www.legifrance.gouv.fr – 22 p.).

Arrêté du 29 mai 2024 relatif aux interventions hyperbares sans immersion effectuées dans le domaine de la santé (mention C).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juin 2024, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Canicule

Instruction n° DGT/CT4/2024/89 du 6 juin 2024 relative à la gestion des vagues de chaleur en 2024.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel du ministère chargé du Travail n° 2024/6 du 23 mai 2024 – 18 p.

Installations électriques

Décret n° 2024-552 du 17 juin 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques aériens ou souterrains.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 19 juin 2024, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du Code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 juillet 2024, texte n° 42 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains - Prévention du risque électrique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 juillet 2024, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 5 juillet 2024 relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 juillet 2024, texte n° 43 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Rayonnements ionisants

Décret n° 2024-1238 du 30 décembre 2024 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 31 décembre 2024, texte n°36. (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Décret n° 2024-1240 du 30 décembre 2024 modifiant diverses dispositions réglementaires relatives à la protection contre les rayonnements ionisants.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 31 décembre 2024, texte n°38. (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Décret n° 2024-1241 du 30 décembre 2024 relatif aux conditions d'exercice d'activités rémunérées par les services de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection et aux procédures d'homologation de décisions réglementaires à caractère technique prises par cette autorité.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 31 décembre 2024, texte n°39. (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Recommandation (UE) 2024/440 de la Commission du 2 février 2024 relative à l'utilisation des coefficients de dose pour l'estimation de la dose efficace et de la dose équivalente aux fins de la directive 2013/59/Euratom du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 6 février 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 2 p.).

Arrêté du 15 mai 2024 relatif à la démarche de prévention du risque radon et à la mise en place d'une zone radon et des vérifications associées dans le cadre du dispositif renforcé pour la protection des travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 juin 2024, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (1).

Premier Ministre. Journal officiel du 22 mai 2024, texte n°3 (www.legifrance.gouv.fr – 14 p.).

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Transport de matières dangereuses

Décision (UE) 2024/1254 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 modifiant les directives 2009/12/CE, 2009/33/CE et (UE) 2022/1999 du Parlement européen et du Conseil ainsi que la directive 96/67/CE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de déclaration dans les domaines du transport routier et de l'aviation.

Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 30 avril 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 5 p.).

Arrêté du 2 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 5 juillet 2024, texte n° 65 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Arrêté du 20 novembre 2024 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 décembre 2024, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Transport routier

Arrêté du 15 avril 2024 modifiant l'arrêté du 28 décembre 2011 relatif à la délivrance des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de transporteur public routier.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 19 avril 2024, texte n°35 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Arrêté du 15 avril 2024 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2015 relatif à la délivrance des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de commissionnaire de transport.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 19 avril 2024, texte n°36 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Directive déléguée (UE) 2024/846 de la Commission du 14 mars 2024 modifiant la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n° 165/2014 et de la directive 2002/15/CE en ce qui concerne la législation sociale relative aux activités de transport routier.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 31 mai 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 6 p.).

Transport maritime

Arrêté du 25 janvier 2024 portant modification du règlement annexé à l'arrêté du 18 juillet 2000 réglementant le transport et la manutention des matières dangereuses dans les ports maritimes.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 février 2024, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2024-461 du 22 mai 2024 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 2021-1330 du 13 octobre 2021 relative aux conditions de navigation des navires autonomes et des drones maritimes et portant diverses dispositions relatives aux navires professionnels.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 24 mai 2024, texte n°41 (www.legifrance.gouv.fr – 17 p.).

Permis de conduire

Arrêté du 15 février 2024 pris en application de l'article R. 225-5-1 du Code de la route.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 5 mars 2024, texte n°8 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.)

Arrêté du 23 février 2024 modifiant l'arrêté du 17 janvier 2013 portant application de l'article D. 222-8 du Code de la route et fixant les conditions et modalités d'obtention du permis de conduire au vu des diplômes, certificats ou titres professionnels de conducteur routier.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 21 mars 2024, texte n°6 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n° 2024-1075 du 27 novembre 2024 relatif à l'attestation de droit à conduire sécurisée.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 29 novembre 2024, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Véhicules

Décret n° 2024-1074 du 27 novembre 2024 relatif aux engins de déplacement personnel motorisés et aux cycles, et modifiant le Code de la route.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 29 novembre 2024, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Textes officiels

Environnement, santé publique et sécurité civile

Environnement

INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 13 novembre 2024 supprimant le caractère obligatoire de diverses normes.

Ministère chargé de l'Économie. Journal officiel du 26 décembre 2024, texte n°23 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.)

Nomenclature

Décret n° 2024-667 du 2 juillet 2024 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 juillet 2024, texte n° 65 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

FLUIDES FRIGORIGÈNES

Arrêté du 29 mai 2024 modifiant l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 5 juillet 2024, texte n° 62 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) n° 517/2014.

Parlement européen. Journal officiel de l'Union européenne du 20 février 2024 (www.eur-lex.europa.eu – 67 p.).

TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX

Arrêté du 14 décembre 2023 portant modification de l'arrêté du 15 janvier 2019 relatif aux diplômes professionnels délivrés par le ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse et aux brevets de techniciens supérieurs permettant la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).

Ministère chargé de l'Éducation nationale. Journal officiel du 27 février 2024, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Décret n° 2024-1022 du 13 novembre 2024 portant diverses mesures relatives à la sécurité des réseaux, des canalisations de transport ou de distribution de gaz, d'hydrocarbures ou de produits chimiques et de certains équipements à risques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 15 novembre 2024, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Santé publique

HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Décret n° 2024-33 du 24 janvier 2024 relatif aux eaux réutilisées dans les entreprises du secteur alimentaire et portant diverses dispositions relatives à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 25 janvier 2024, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Avis de validation d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 4 juillet 2024, texte n° 183 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Sécurité civile

SECOURISME

Décret n° 2024-242 du 20 mars 2024 relatif aux formations aux premiers secours.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 21 mars 2024, texte n°5 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décret n° 2024-763 du 8 juillet 2024 relatif aux formations aux premiers secours.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 9 juillet 2024, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 15 juin 2024 relatif à la filière citoyenne de sécurité civile dans le domaine de la formation aux premiers secours.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 9 juillet 2024, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Arrêté du 17 juin 2024 relatif à l'habilitation pour la formation aux premiers secours.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 6 juillet 2024, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

ERP-IGH

Arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et pour la construction des immeubles de grande hauteur pris respectivement par l'arrêté du 25 juin 1980 et l'arrêté du 30 décembre 2011.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 23 mai 2024, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 28 juin 2024 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 3 juillet 2024, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr – 18 p.).

Index

Mots-Clés	Pages		
Accident du travail _____	3, 4	Machines _____	13, 14
Agriculture _____	5	Maladie professionnelle _____	3, 4
Amiante _____	10, 11	Mines et carrières _____	7
BTP _____	4, 5	Organisme agréé / accrédité _____	8
Canicule _____	15	Pénibilité _____	7
CMR _____	13	Plateformes numériques _____	7, 8
Détachement _____	6	Protection individuelle _____	13
Détenus _____	6	Rayonnements ionisants _____	16
Droit du travail _____	4	REACH _____	12
EPI _____	13	Réparation _____	11
Équipement de travail _____	13, 14	Risques biologiques _____	10
ERP / IGH _____	21	Risques chimiques _____	10 à 13
Étiquetage _____	11, 12	Risques mécaniques et physiques _____	13 à 18
Environnement _____	19, 20	Risques psychosociaux _____	9
Fonction publique _____	6	Risque routier / transport _____	18
Formation professionnelle _____	4	Secourisme _____	20
Formation à la sécurité _____	20	Services de prévention et de santé au travail _____	8, 9
Gens de mer _____	6	Substances extrêmement préoccupantes _____	12
Harcèlement sexuel _____	9	Tarifification _____	3, 4
Installations classées _____	19	Transport de matières dangereuses _____	17
Installations électriques _____	15	Transport de personnes _____	18
Installations sanitaires _____	7	Vaccination _____	10
Intelligence artificielle _____	4	Valeurs limites _____	12, 13
Interim _____	6, 7		



**Document réalisé par le pôle Information juridique - Département Études, veille et assistance documentaires
Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies
professionnelles**

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris - Tél. 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99 - e-mail info@inrs.fr - www.inrs.fr